

COMMUNAUTE DE COMMUNES
ISLE DOUBLE LANDAIS

4B rue du Maréchal Joffre
24700 MONTPON MENESTEROL

DELIBERATION N°2026-65- CREATION D'UN POSTE DE RESPONSABLE DES
AFFAIRES SCOLAIRES

Conseillers en exercice : 29/ Conseillers présents : 20/ Conseillers votants : 28/

Date de convocation du Conseil Communautaire : Le 30/09/2026

L'an deux mille vingt-six, le six octobre le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle des fêtes de d'Echourgnac, sous la Présidence de M. Samuel COUSTILLAS.

ETAIENT PRESENTS: M.M/.Mmes : P. BENEYTOU/ N.PASCAL / M. REYMONDIE / S.COUSTILLAS / A. BRUT / S.BOUDOUT / G.LABORIE / P.MARCETEAU / D.POUGET / F.GUIGNÉ / J.DUHARD / Ch. BESSEDE/ / G.DE NARDI / A.DELGADO / G.ELIZABETH / F PARROT / B.CABIROL / D.LECONTE / V.CAMPANERUTTO / J.JALARIN

ETAIENT EXCUSES /ABSENTS : M.M/ Mmes: B.JUKOWSKI / JF.CERISE / F.BONNEAU / C.VANDENESSE / J-L.ROUSSEAU / Th. CHAZEAU / J.F.HURET / R.ROUILLER / P.MANIERE

VOTES PAR PROCURATION :

- Mme. B.JUKOWSKI: Pouvoir à S.BOUDOUT
- Mme / F.BONNEAU : pouvoir à P. MARCETEAU
- Mme C.VANDENESSE : pouvoir à J. DUHARD
- M JF.CERISE: pouvoir à M.REYMONDIE
- M JL ROUSSEAU : pouvoir à G. DE NARDI
- M Th. CHAZEAU : pouvoir à F.GUIGNÉ
- M J.F.HURET: pouvoir à C. BESSEDE
- M P. MANIERE: pouvoir M. G. LABORIE

Le Président rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Le Président précise au Conseil Communautaire que, conformément à l'article L. 332-8 3° du Code Général de la Fonction Publique, tout emploi peut également être occupé par un agent contractuel dans les communes de moins de 1 000 habitants et les groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.

Considérant que, suite au départ de l'ancienne coordinatrice Enfance-Jeunesse et responsable du pôle Enfance-Jeunesse et Affaires scolaires, le poste avait été supprimé et les missions de coordination réparties entre plusieurs agents de la collectivité afin d'assurer la continuité du service ;

Considérant qu'après plusieurs mois de fonctionnement, cette organisation montre ses limites au regard de l'importance du périmètre des services scolaires de la Communauté de communes, qui assure la gestion de 10 écoles et compte 63 agents intervenant dans ce domaine ;

Considérant que l'absence d'un responsable dédié ne permet pas de garantir pleinement une harmonisation des pratiques entre les différents établissements, un accompagnement suffisamment structuré des agents, une circulation fluide de l'information ainsi qu'un cadre et des orientations communs à l'ensemble des équipes ;

Considérant que la multiplicité des interlocuteurs et la répartition des missions de coordination rendent également nécessaire la désignation d'un responsable clairement identifié, chargé d'assurer le pilotage global du service et de garantir la cohérence de son fonctionnement ;

Considérant qu'il apparaît ainsi nécessaire, afin de renforcer la qualité du service public scolaire, de structurer durablement l'organisation du service et d'accompagner les agents dans l'exercice de leurs missions, de recréer un poste dédié au pilotage, à la coordination des affaires scolaires et au management des équipes travaillant dans les écoles ;

Considérant que la création d'un poste de responsable des Affaires scolaires permettra notamment d'assurer la coordination des équipes, l'harmonisation des pratiques, l'accompagnement des agents, la mise en œuvre d'orientations communes et l'articulation entre les élus, les services communautaires, les écoles et les différents partenaires ;

Il est proposé au Conseil communautaire de créer un emploi permanent de responsable des Affaires scolaires à temps complet, à compter du 1er janvier 2027, relevant du cadre d'emplois des animateurs territoriaux ou des attachés territoriaux. Le Président propose à l'assemblée, la création d'un emploi permanent d'animateur principal de 2e ou 1ère classe ou d'attaché territorial à temps complet à raison de 35 h 00 hebdomadaires, à compter du 1er janvier 2027.

A ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des animateurs au grade d'animateur principal de 2e ou 1e classe, relevant de la catégorie B, ou des attachés territoriaux au grade d'attaché, relevant de la catégorie hiérarchique A, ou par un agent contractuel sur le fondement de l'article L 332-8 3°.

Dans le cas où l'emploi n'est pas pourvu par un fonctionnaire, il pourra ainsi être occupé par un agent contractuel relevant de la catégorie correspondante à l'emploi de fonctionnaire.

En raison des tâches à effectuer, Monsieur le Président propose, le cas échéant, l'établissement d'un premier contrat à durée déterminée pour une durée maximale de 3 ans, renouvelable par reconduction expresse.

La durée des contrats successifs ne peut excéder un total de 6 années. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent ne peut être reconduit que par une décision expresse et pour une durée indéterminée, en application de l'article L. 332-9 du CGFP.

L'agent contractuel recruté sur cet emploi devra disposer d'une formation adaptée aux missions du poste ainsi que d'une expérience professionnelle significative dans le domaine de l'enfance et des affaires scolaires. Une expérience confirmée en matière de direction, d'encadrement et de management d'équipes, ainsi que de pilotage et de coordination de services, sera attendue.

Sa rémunération sera fixée par référence à la grille indiciaire des grades susmentionnés, en tenant compte des fonctions occupées, de la qualification requise pour leur exercice, de son expérience et de ses qualifications, dans les conditions prévues par les dispositions en vigueur.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- CREE au tableau des effectifs un emploi permanent sur le grade d'animateur principal de 2e ou 1e classe, relevant de la catégorie B, ou d'attaché, relevant de la catégorie hiérarchique A, pour exercer les missions de Responsable des affaires scolaires à temps complet à compter du 1er janvier 2027,
- MODIFIE ainsi le tableau des effectifs,
- AUTORISE le recrutement sur cet emploi permanent d'un agent contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 3° du Code général de la fonction publique selon les modalités précédemment évoquées.
- INSCRIT au budget les crédits correspondants aux chapitres prévus à cet effet.
- AUTORISE M. le Président à signer tout document afférent à cette affaire.

Délibération adoptée à l'unanimité

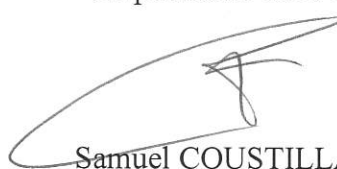
Montpon Ménéstérol, le 9 octobre 2026

Le secrétaire de séance



Brigitte CABIROL

Le président de la CCIDL



Samuel COUSTILLAS



AR Prefecture

024-200040384-20261006-2026_65-DE
Reçu le 20/10/2026